

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA Distillerie Sud Languedoc

76 Avenue des Corbières
11200 Ornaisons

Références : 2025-480
Code AIOT : 0006600370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SCA Distillerie Sud Languedoc implanté La Prade 11130 Sigean. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de visite d'inspection de la DREAL Occitanie. L'exploitant fait part des grosses difficultés que le secteur rencontre actuellement ainsi que d'une demande d'aide auprès de l'Europe par la profession pour une distillation de crise exceptionnelle.

L'exploitant informe également l'inspection de :

- la diminution des matières premières entrantes (volume) depuis plusieurs années dû au changement climatique et une perte de visibilité sur les apports de marcs à venir,

- la baisse accentuée en 2025 du fait des incendies dans l'Aude.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA Distillerie Sud Languedoc
- La Prade 11130 Sigean
- Code AIOT : 0006600370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de distillation comprenant un ensemble d'installations connexes : stockage alcools, stockage marcs, chaufferie gaz, chaufferie biomasse, bassins d'évaporation d'effluents ...

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite, l'inspection a relevé plusieurs points non-prévus initialement mais qui méritent d'être corrigé par l'exploitant :

- concernant l'apport en eau : l'exploitant s'était engagé dans la réalisation d'un nouveau forage et l'arrêt de l'utilisation du forage actuel, ce qui a conduit à repousser temporairement les mesures de protection recommandée par le bureau d'étude au niveau du forage actuel. Cependant, depuis 2015, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de nouveau forage et l'actuel est toujours exploité sans la réalisation des recommandations du bureau Hydrogéoconsult. Ainsi, le forage actuellement exploité ne dispose pas de mesures de protection contre les chocs ni de mesures empêchant les infiltrations au niveau du sol (les recommandations du cabinet Hydrogéoconsult n'ont pas été prises en compte). Par ailleurs, un diagnostic du tubage permettrait de confirmer l'état du forage vis-à-vis des relevés du précédent rapport hydrogéoconsult,

==> dans ce contexte, un plan d'action de mise en conformité du forage actuel, vis à vis des mesures de protections définies dans le rapport hydrogéoconsult est à présenter sous 2 mois (sur cette base, et si nécessaire, l'inspection pourra proposer l'encadrement des actions retenues via un arrêté préfectoral de mise en demeure)

- Le plan de recensement ATEX de l'exploitant demande à être complété (sous 2 mois) pour y introduire les risques liés aux vannes de purge sur la canalisation principale de gaz ainsi que les bacs de collecte d'alcool avant reprise dans le process,
- La canalisation de gaz, dans des zones exposées à l'humidité, comprend des points de rouille visuellement observables en plusieurs endroits : dans la - partie arrivée principale du local de stockage biocides et dans la zone du local chaufferie au niveau de la réduction de diamètre de la canalisation... : l'exploitant confirmera sous 1 mois que ces point de corrosion sont sans incidence sur la qualité de la canalisation de gaz,
- Les justificatifs relatifs au maintien du critère coupe-feu de la façade "bois" est à produire, le cas échéant, proposer une action de remise à niveau sous 2 mois,
- La zone de stockage des marcs est fortement endommagée. L'exploitant a précisé que cette situation est recensée, mais l'action de remise en état non planifiée : l'exploitant est invité à clarifier son intention sur cette thématique, il transmettra un plan d'action à cet effet le cas échéant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	LI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5	Sans objet
7	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection prend note des actions suivantes qui répondent aux objectifs réglementaires recherchés :

- la démarche de l'exploitant visant à maintenir un état de propreté entretenu de son site : le jour de la visite, le site est propre, bien entretenu et sans stockage anarchique,
- la traçabilité des alcools : l'exploitant a présenté les tableaux informatiques sur le suivi des stocks d'alcools,
- le suivi des contrôles : les rapports réglementaires sont suivi et réalisés par des entreprises reconnues.

L'inspection relève :

- plusieurs actions à mettre à œuvre : ces actions semblent retenues par l'exploitant mais non planifiées, elles sont toutefois nécessaires à la remise en état de certaines parties du site telles que la zone de protection du forage, la zone de stockage des marcs,

- la nécessité de renforcer la vigilance dans la tenue et les conditions de stockages des produits (identification produits, marquage étiquettes, respect de la localisation précise des stockages).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan des stockages.
Constats : L'exploitant tient à jour l'état de ses stocks, bac par bac, sur tableur numérique pour les alcools bruts et les alcools neutres. Un plan permet de localiser et d'identifier les différents bacs. Cette action de traçabilité doit être également réalisée concernant le stockage d'eau de vie et de cartagène (actuellement regroupé en quatre zones) afin de faire apparaître clairement les volumes de stockage par zone ainsi que la localisation des zones de stockages. Concernant les autres produits détenus sur le site, l'exploitant a opté pour une gestion par quantité maximale au regard des petits volumes concernés et de leur faible consommation : <ul style="list-style-type: none">- Acide phosphorique : 5 fûts, 5 bidons- Acide nitrique : 1 bidon- Acide sulfurique : 11 bidons- Soude perlée : 15 sacs- P18 : 5 bidons... Le jour de la visite, le contrôle de l'état des stocks donne : <ul style="list-style-type: none">- Acide phosphorique : 5 fûts, 6 bidons- Acide nitrique : 1 bidon

- Acide sulfurique : 11 bidons
- Hypochlorite de soude : **3 sacs de soude perlée**

- P18 : **8 bidons, 1 fût ==> Produits P18 stockés avec les produits hypochlorite de soude**

Ainsi, l'inspection relève que :

==> L'identification des zones de stockage ne correspond pas exactement à ce qui est réellement stocké sur les rétentions : la zone Hypochlorite de soude comprend également du P18.

==> L'identification des fûts et bidons est difficile par l'absence d'information clairement lisible sur certains emballages (étiquettes absentes, vieillissantes, déchirées ou dégradées ...)

==> Le plan de localisation de tous les stockages doit permettre de recenser tous les produits afin d'éviter la dispersion à l'intérieur des installations.

==> L'emplacement et les quantités de l'ancien émulseur contenant des PFAS (FILMOPOL 3) ne sont pas spécifiés dans les documents présentés par l'exploitant. L'exploitant indique que les 2400 litres d'ancien émulseur (2 IBC de 1000 litres + 2 fûts de 200 litres) sont stockés sur le site en attente d'une filière d'élimination.

Lors de la visite, l'inspection note également la présence d'un poste à souder type chalumeau dans la zone "émulseur + produits" alors que ce n'est pas autorisé dans cette zone : le poste a été déplacé et un rappel des consignes est prévu auprès du personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, poursuivre son action de gestion des stocks afin :

- d'identifier les différents points/zones de stockage des eaux de vies;
- établir en plus d'un bilan global, une comptabilité zone par zone pour ses produits chimiques;
- mettre à jour le plan de localisation des stockages;
- maintenir lisible l'ensemble des étiquettes produits sur les emballages;
- formaliser l'emplacement et les quantités correspondant à l'ancien émulseur PFAS actuellement stocké.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux – permis de feu

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document "permis de feu" présenté a été révisé en juillet 2024. Pas de commentaire de la part de l'inspection sur le permis de feu du 16/06/25 présenté.</p> <p>Sur les aspects risques incendie / explosion, l'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage d'eau de vie et cartagène en fûts (bois) se fait dans 4 endroits rapprochés du site : deux petites cellules fermées (la fermeture d'une des portes est empêchée par le passage d'une canalisation semi-rigide haute densité posée sur le sol), un troisième emplacement dans la zone de coulage de l'alcool et le quatrième par le stockage de cartagène dans un local accolé à l'atelier d'entretien. ==> L'exploitant précise que la cellule dont la porte ne peut plus être fermée fait l'objet d'un plan d'évacuation progressif pour être réaffectée au stockage de produits non inflammables. - La façade de la distillerie est recouverte d'un "bardage" en bois ignifugé par étuvage selon les explications de l'exploitant. ==> L'inspection demande de confirmer le maintien des performances de résistance au feu de ce bardage bois.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à apporter des précisions, sous 2 mois, sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmer le retrait final des eaux de vies (et de tout produit inflammable) de la cellule identifiée "ATEX" dont la porte ne peut plus être fermée, - produire les justificatifs de maintien des performance de résistance au feu du bardage bois posé sur la façade de la distillerie.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : LI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point 1 ci-dessus.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Voir point 1 ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation – Zone dépotage
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de circulation à l'intérieur de son site. L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher des services d'incendie et de secours afin de faire le point sur les zones de circulation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à se rapprocher des service de secours pour acter des zones de circulation et de stationnement identifiées sur le site : une communication de cet échange sera adressé à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions LI
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. ... Les rétentions des réservoirs de stockage de liquides inflammables sont pourvues d'un revêtement en béton, ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. ... L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs :

- sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée.

L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

Constats :

L'exploitant confirme que l'état des rétentions est régulièrement vérifié par le personnel, toutefois l'inspection note que cette action ne fait pas l'objet d'une traçabilité.

Pendant la visite des installations, l'inspection relève que :

- les rétentions alcools extérieures sont propres et exemptes de tout encombrant,
- les rétentions présentent visuellement un aspect "étanche",
- la rétention alcool située dans le "hangar" de conditionnement est encombrée par des encombrants métalliques qui empêchent une libre circulation,
- dans la partie rétention alcool du "hangar", une palette de produits conditionnés est en appui sur un détecteur gaz.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à renforcer la vigilance de la gestion de la rétention alcool du "hangar" afin de garantir un libre accès à l'intérieur de la rétention et de préserver l'intégrité des équipements de détection.

Sous 15 jours, l'exploitant doit :

- retirer le matériel encombrant dans la rétention alcool du "hangar",
- préserver en permanence une libre circulation à l'intérieur du hangar et dans la rétention alcool du "hangar",
- ne pas réaliser de stockage contre les détecteurs gaz placés dans la rétention afin de ne pas les dégrader physiquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Détection / extinction

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

...

- un réseau d'extinction associé au supprimeur incendie, aux réserves incendie et émulseur, alimentent directement un ensemble d'équipements :

- 4 boîtes à mousses (642,2 l/min) dans la rétention extérieure de 809,8 m³,

- 2 boîtes à mousses (197,3 l/min) de 158,4 m³, dans la rétention mitoyenne à la chaufferie,

- deux postes incendie additivés (PIA) de 8 m³/h et 133 l/min chacun : 1 à proximité de l'aire de dépotage, 1 à proximité des bureaux ;

...

- la cave de vieillissement, le bâtiment n° 8 sont équipés d'un dispositif de détection incendie adapté avec report d'alarme

... EDD page 37 : ...

- un réseau de canalisation,

- au droit de la rétention des cuves extérieures de stockage d'alcool, quatre boîtes à mousse pour un débit total de 642,2 l /min,

- au droit de la fosse de stockage des cuves d'alcool, deux boîtes à mousse pour un débit total de 197,3 l /min,

...

- la cave de vieillissement, le bâtiment n° 8 sont équipés d'un dispositif de détection incendie adapté avec report d'alarme,

...

- d'un déclenchement automatique du réseau d'extinction asservie à une détection incendie placée dans les deux rétentions alcools.

L'alimentation électrique du surpresseur est renforcée.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu du 26/06/2015 relatif à la vérification par la société JUAN incendie sécurité des extincteurs et des 2 RIA mousse : pas d'observation particulière.

==> l'inspection note que la vérification des RIA n'indique pas de relevé de pression, uniquement l'indication au point "pression statique = TEST OK" : le critère de performance de 8 m³/h de chaque RIA n'est pas vérifié.

L'exploitant a présenté un plan de principe des réseaux du dispositif de protection par extinction automatique en date du 03/2016.

==> Le plan de principe du circuit de protection incendie du 03/2016 diffère sur le nombre de boîte à mousse (3 au lieu de 4 dans la grande rétention).

Le jour de la visite, la Société OLDAM effectuait la vérification du dispositif de détection. L'inspection a questionné l'exploitant et la société OLDAM sur la possibilité de tester la bonne fonctionnalité de l'ensemble de la chaîne de transmission du signal. Cette action n'a pas pu être réalisée pour ne pas risquer soit de désamorcer la cannelure d'aspiration de l'émulseur, soit d'éviter d'envoyer de l'émulseur dans les rétentions. Cependant, une vérification entre l'activation d'un détecteur de flamme de la grande rétention jusqu'à l'activation du relai d'activation pompe a été effectué et s'est révélé concluant.

==> L'inspection souhaite également voir clairement apparaître dans le rapport d'essai le résultat du bon actionnement de la vanne pneumatique d'ouverture mousse à l'activation de chacun des détecteurs rétentions.

==> L'inspection note également que le dispositif de détection / extinction n'est pas complété par un renvoi de l'alarme vers un poste d'astreinte ou équivalent.

L'inspection relève par ailleurs l'installation complémentaire d'une bouche d'aspiration connectée aux 3 cuves extérieures et destinée à la réserve incendie du site à la demande des services d'incendie.

==> L'inspection note que l'exploitant ne souhaite pas faire inscrire ce dispositif complémentaire dans le dispositif "plan ETARE" du site afin de ne pas se voir imposer de suivi réglementaire sur ce dispositif complémentaire. Par conséquent, aucun justificatif n'est demandé sur cet aménagement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- adresser, sous 2 mois, le rapport OLDLM relatif à la vérification du fonctionnement du dispositif de détection / extinction. Ce rapport doit apporter des éléments sur :

- le bon fonctionnement de l'ouverture la vanne pneumatique à l'activation de chaque détecteurs présents dans les rétentions alcool;
- le bon fonctionnement du déclenchement des moteurs pompe à l'activation de chaque détecteurs présents dans les rétentions alcool.

- adresser, sous 2 mois, une mise à jour de son plan de principe du circuit de protection incendie global ;

- adresser, sous 2 mois, le plan de principe du circuit de détection incendie installé dans le "hangar" de préparation des commandes ;

- adresser, sous 3 mois, un justificatif du maintien de la bonne performance - 8 m3/h - des deux RIA mousse positionné sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant a présenté l'ensemble de sa documentation sur le nouveau type d'émulseur. Les caractéristiques en terme hydrauliques sont équivalentes au précédent selon les dires de l'exploitant.

Le nouvel émulseur est dépourvu de molécules fluorées : ECOPOL émulseur synthétique AR polyvalent sans fluor.

La fiche technique du nouvel émulseur ECOPOL émulseur synthétique AR polyvalent sans fluor apporte les mentions suivantes :

"ECOPOL est complètement exempt de dérivés fluorés (PFC, PFT, PFAS) reconnus persistants dans l'environnement, bioaccumulables et toxiques pour les êtres vivants.

ECOPOL est certifié GreenScreen, un éco-label pour les émulseurs sans PFAS et autres composants chimiques dangereux pour les humains, les animaux et l'environnement.

ECOPOL est classé facilement biodégradable. Il se dégrade rapidement sans aucun résidu PBT (persistant bioaccumulable toxique) et ne contient aucun dérivé halogéné."

L'exploitant indique que les 2400 litres d'ancien émulseur (2 IBC de 1000 litres + 2 fûts de 200 litres) sont stockés sur le site en attente d'une filière d'élimination.

Enfin, l'inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de vérifier la compatibilité réelle des nouveaux émulseurs avec le réseau actuel d'extinction incendie du site. En effet, une différence de viscosité émulseurs avec PFAS/sans PFAS a été relevé par d'autres sites ICPE ce qui a eu pour effet de boucher les canalisations du réseau d'extinction incendie avec les nouveaux émulseurs sans PFAS lors de l'utilisation de ces derniers. Compte tenu des risques afférents au site, la plus grande vigilance est demandée à l'exploitant sur ce point, notamment via le test de la compatibilité réelle sur son site.

Type de suites proposées : Sans suite
